

Des Bonnets rouges aux Bonnets rouges (et aux Gilets jaunes)

En 2013, dans un climat social tendu marqué par une série de plans sociaux dans l'agroalimentaire breton, naissait, contre les portails de l'écotaxe, un nouveau mouvement de revendication : les Bonnets rouges, en référence aux révoltés de ce nom qui s'étaient dressés contre la politique fiscale de Louis XIV en 1675. Pourquoi la Bretagne est-elle la seule région de France capable d'habiller son actualité des couleurs de son histoire ?

Poser cette question revient à interroger la fabrication de « l'identité bretonne », puisque le grand récit que les Bretons aiment à raconter est peuplé de luttes contre le voisin français. Sous la Ve République comme sous la monarchie absolue, les Bretons seraient « depuis toujours », lit-on souvent, des rebelles, des résistants. Mais est-ce si sûr ? Le poste d'observation que sont les révoltes de 1675 et leur mémoire permet de creuser les ressorts du « roman régional armoricain » en repartant de l'Ancien Régime.

« Vive le roi sans la gabelle » : une histoire française

En ce temps-là, en effet, la Bretagne n'est pas particulièrement une terre de révolte. Rien à voir avec le bouillonnant sud-ouest, où est apparu, en 1548, lors de la révolte des Pitauds, un modèle de contestation qui prend son essor lors du « tour de vis fiscal » opéré par Richelieu dans les années 1630 et que résume le célèbre cri de « vive le roi sans la gabelle ». Certes, au temps des Croquants périgourdins (1636) ou des Nu-pieds normands (1639), les Bretons savent eux aussi lever les fourches contre la fiscalité, mais cette province relativement prospère et sous-fiscalisée reste, en matière de contestation, en retrait.

Tel n'est pas le cas en 1675 où, pour la première fois, la Bretagne est à la pointe de la rébellion française, mais non en raison d'un atavisme particulier, mais du fait d'un enchaînement événementiel. En effet, comme au temps des « cardinaux-ministres » Richelieu et Mazarin, la France de Louis XIV reste agitée du fait de la réorganisation fiscale de Colbert, puis des besoins financiers liés à la guerre de Hollande qui débute en 1672. Les révoltes survenues du Boulonnais (1662) au Vivarais (1670) montrent une France moins calme et soumise que ce que suggèrent les décors de Versailles. Et c'est d'ailleurs du sud-ouest tant habitué à protester contre la fiscalité royale que, au sortir de l'hiver 1674-1675, une étincelle met le feu aux poudres.

Tout commence donc à Bordeaux en mars 1675 par une simple querelle entre les commis chargés de lever la taxe sur la vaisselle d'étain et les artisans producteurs. Mais l'affaire tourne mal et rapidement, la ville est hors de contrôle. On compte plusieurs morts. Il faut dire que, à Bordeaux, on sait se révolter et que les hommes sont armés et quelque peu sous tension du fait de la crainte d'un débarquement hollandais. Effrayées, les autorités accordent une large défiscalisation de la ville. Parmi les nouvelles taxes, le papier timbré est particulièrement visé : il touche les petits robins, mais aussi tous les usagers modestes ayant besoin d'actes officiels et qui peuvent avoir le sentiment que l'Etat fiscalise cette culture écrite dont il favorise l'essor. Ce papier timbré a donc permis d'étendre la révolte en raison de son usage de plus en plus répandu et de sa valeur symbolique, culturelle et politique : d'une certaine façon, il incarne l'Etat – et le monde – qui vient. Il en sera de même en Bretagne.

Les Bretons entrent en scène

Contre toute attente, Louis XIV décide de céder, mais pour Bordeaux seulement. C'est un recul tactique lié au fait qu'avec le printemps, les combats reprennent aux frontières contre les Hollandais, mais aussi contre leurs alliés espagnols et impériaux. Toutefois, un peu partout dans le sud-ouest mais aussi jusqu'à Grenoble ou Besançon, cette reculade conduit des populations à réclamer les mêmes avantages qu'à Bordeaux. Partout, ces éclats sont vite éteints par des mesures autoritaires, allant jusqu'à la pendaison de séditeux comme à Bergerac. Le seul endroit où cette politique d'endiguement a échoué, c'est la Bretagne.

Rennes s'est en effet embrasée dès avril, en lien avec la présence de nombreux pauvres, à la fois inquiets en ces temps de soudure et mécontents de la mise en place d'un monopole sur la vente du tabac. Mais rapidement, les autres taxes, dont le papier timbré, sont aussi visées. Des répliques secondaires sont signalées à Saint-Malo et surtout à Nantes. Partout, les autorités locales font profil bas, espérant une issue à la bordelaise qui calmerait les émeutiers qui bénéficient d'un rapport de force favorable du fait de l'absence de troupes en nombre significatif.

L'été des Bonnets rouges

Mais en mai, le pouvoir royal, craignant une extension de la révolte, fait savoir que Bordeaux restera une exception et que les révoltés bretons doivent être punis. Ce raidissement n'est pas sans effet. A Rennes, où l'on a cru bon de faire entrer quelques troupes, ceci provoque de nouvelles violences en juin, qui se prolongent en juillet. A Châteaulin, Quimper et Guingamp, des troubles sont aussi signalés. La dureté des punitions dans cette dernière est un signal envoyé à toute la Basse-Bretagne, qui a l'effet inverse de celui voulu, provoquant une mobilisation début juin près de Quimper. Les signaux contradictoires envoyés par les autorités locales au sujet des taxes, la volonté affichée de réprimer (sans en avoir les moyens), un climat de tension lié aux pluies menaçant les récoltes et aux craintes d'un débarquement hollandais, à quoi s'ajoute une conjoncture économique qui se dégrade depuis plusieurs années, forment les ingrédients qui, mis ensemble, expliquent la mise à feu de la Basse-Bretagne des « bonnets rouges ».

Cherchant du soutien auprès des nobles et du clergé, les paysans comprennent alors que ceux-ci ne veulent en général pas les suivre et qu'entre le proche clocher et le lointain trône, les élites locales semblent préférer désormais servir le second qu'être solidaire du premier. Accusés du coup de pactiser avec l'impôt et d'en profiter, ils sont pris à partie, et la contestation glisse alors de la lutte contre la fiscalité royale à celle contre la fiscalité seigneuriale, les rentes et les corvées. Dans certains endroits et surtout autour de Carhaix, où existe un régime foncier plus dur qu'ailleurs, la contestation de l'impôt royal passe au second plan et prend un tour plus nettement social. Les attaques de châteaux et de presbytères, moins nombreuses qu'on ne l'a dit, inquiètent les autorités et affolent les élites. Pourtant, les revendications des paysans, connues par des « codes paysans », expriment surtout le rêve d'une société harmonieuse, sans excès fiscaux ni seigneuriaux.

Répression et bilan

Craignant que les Hollandais ne profitent de la situation, Louis XIV envoie 5 000 hommes aguerris. Avant même leur entrée dans la zone insurgée, la répression s'enclenche, menée par les populations à qui on a promis la clémence en échange de leur collaboration. Visant des symboles (des clochers sont arasés), les autorités s'en prennent aussi aux jusqu'au-boutistes, sans visiblement pratiquer l'immense massacre qu'on a parfois décrit. Puis, les troupes entrent dans Rennes, où les quelques exécutions spectaculaires marquent moins les esprits que le départ du parlement à Vannes, mesure destinée à punir la ville de s'être révoltée et les magistrats de ne pas avoir été assez sévères face aux émeutiers. Rennes perd 20% de sa population. La même punition frappe Bordeaux, qui subit elle aussi la rude présence de troupes en quartier d'hiver, malgré les condamnations décidées localement après un ultime embrasement en août. Le pouvoir royal cherche à montrer sa détermination et à envoyer un message d'obéissance au royaume.

Résumons les principaux points :

- La révolte n'est pas que bretonne et prend racine dans le Sud-Ouest ; elle doit beaucoup à la communication royale et aux aléas du maintien de l'ordre ;
- La révolte est fondamentalement antifiscale, même pour les « Bonnets rouges » et mérite à ce titre d'être plutôt qualifiée de « révolte du Papier timbré » en ce que cette taxe a fédéré les indignations et symbolise le nouveau monde ;

- La révolte dévoile le retrait des élites, y compris parlementaires, des fureurs et leur adhésion raisonnée à l'ordre monarchique, au grand dam des petits en colère ; mais elle révèle aussi une société rurale qui n'est pas unanime ;
- La répression consiste pour l'essentiel en une reprise du contrôle du territoire afin de parer à un débarquement hollandais, de manière ferme mais avec le concours de populations qui mesurent qu'elles ont plus à perdre qu'à gagner à résister ;
- La fin du processus montre un pouvoir royal assez sûr de lui pour ne pas céder, même en période de guerre, ce qui a joué un rôle dans le processus de disparition des grandes révoltes et l'essor de la guérilla antifiscale sur fond de fraude et de contrebande.

De l'oubli à la renaissance

Tandis qu'à Bordeaux le souvenir de cette affaire finit par s'estomper, en Bretagne, les premières décennies du XIXe siècle voient un regain d'intérêt qui doit beaucoup aux lettres hautes en couleur de la marquise de Sévigné, qui permettent de nourrir l'imaginaire de la répression. L'image d'un pouvoir royal centralisateur, dont les méthodes brutales semblent annoncer la Révolution, suscite l'intérêt de l'érudition « blanche », au sein de laquelle émerge la figure de La Borderie (1827-1901), père du « roman régional breton ». Les Bonnets rouges entrent alors dans la galerie des résistants et rebelles à la France. Au début du XXe siècle, la gauche se saisit de ces personnages qui s'en étaient pris à des seigneurs et des prêtres et peuvent du coup passer pour des « chouans de gauche » et servir de référence aux luttes contemporaines. Au cours des années 1960-70, marquées par des luttes (Joint français, Plogoff, etc.) qui accompagnent la valorisation culturelle bretonne et nourrissent le basculement à gauche de la Bretagne, les Bonnets rouges deviennent des éléments clés du « mythe rebelle breton » constitutif de l'identité bretonne. Ils le restent durablement comme le montre leur retour sur le devant de la scène en 2013.

Le succès de l'idée selon laquelle les Bretons seraient des rebelles ne doit toutefois pas masquer que ces derniers contestent en fait moins l'Etat qu'ils n'aiment à le dire. Comme dans beaucoup de régions longtemps pauvres, l'Etat a été une voie raisonnable d'ascension, quand bien même cela conduisait à accélérer le déracinement linguistique de certains. On peut donc émettre l'hypothèse que c'est pour continuer à penser leur singularité à l'heure de leur intégration dans le grand tout national que les Bretons adhèrent au mythe selon lequel ils seraient des rebelles, là où les formes de contestations qu'ils développent sont, nonobstant leur forme parfois violente, plus des demandes faites à l'Etat que des revendications à s'en débarrasser. Du moins jusqu'à ce jour.

Bonnets rouges et Gilets jaunes.

Ceci permet de comprendre ce qui sépare les Bonnets rouges de 2013 des Gilets jaunes de 2018. Malgré une évidente parenté, du fait d'une lutte comparable contre la « fiscalité verte », des angoisses du déclassement et de l'usage d'un attribut coloré propre à marquer les médias, comment ne pas remarquer que la Bretagne n'est pas en pointe en 2018 ? L'attachement à un Etat qu'on n'a malgré tout pas intérêt pas à trop déstabiliser, l'importance des organisations professionnelles (très présentes en 2013) ou encore un contexte économique malgré tout porteur, éloignent les deux mouvements. Et à tout prendre, les Gilets jaunes font plus penser aux Bonnets rouges de 1675 que ceux de 2013, du fait de leur caractère débridé qui leur donne un petit côté vieille France (et ce malgré leurs références à la Révolution) et de leur défiance vis-à-vis des élites.

Gauthier Aubert, *Les Bonnets rouges ne sont pas des Gilets jaunes. Archéologie des fureurs populaires en Bretagne*, Rennes, PUR, 2019